L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — LUNDI MATIN, 17 MAI 1872. — 20me Année—Vol. XLV.

VENDRE A L'ENCHERE QUE DES JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Lazare Hirsch & Cie., Vendue à 10 heures de la matinée, rue de Chartres, entre Conti et Bienville, Par Hirsch, successeur de Hirsch & Cie, rue de Chartres, Entrepôt de Commerce" et Articles de Nouveautés.

DERNIERE.

Aujourd'hui, Vendredi :

ACADÉMIE—Bonne Soirée [illegible] et les Brigands.

CHARLES—The Octoroon or Life in Louisiana.

Warmoth ouvrant ses bras.

Dans une réunion de la délégation républicaine fédéraux à la convention de Cincinnati, qui a eu lieu, vendredi soir, au Mechanic's Institute, M. Warmoth a prononcé un discours qui est certainement remarquable en son genre. On avait déclaré en lisant certains passages de cette harangue, que Mme Sapho Jeffer [illegible] notre compliment. Qu'à Sapho Louis, devant des auditeurs qui ne savent pas le premier mot des affaires de la Louisiane, notre gouverneur ait essayé de se faire passer pour un apôtre des réformes, pour un champion de l'honnêteté, cela se conçoit, puisqu'il ne craignait pas de trouver de contradicteur dans la foule qui l'écoutait. Mais qu'à la Nouvelle-Orléans même, où il est regardé comme le principal auteur responsable du régime que nous subissons depuis quatre ans, M. Warmoth emprunte le langage même de ses adversaires, nous dise effrontément qu'il entre dans le mouvement "parce qu'il ne veut plus voir quatre autres années de gouvernement dans cet Etat et dans la nation telles que celles dont il a été témoin depuis quatre ans" voilà ce qui nous confond. Et, néanmoins, M. Warmoth trouve des gens, non assez crédules pour avaler ce qu'il dit, mais assez simples pour croire qu'il va se mettre à leur service.

Il n'y a, cependant, pas de malentendu possible et nous recommandons à tous ceux qui s'imaginent que le gouverneur va se mettre purement et simplement au service de la démocratie, l'étude attentive des paroles et des actes de M. Warmoth. Voici son discours:

Pour ma part, je désire que tout homme sache qu'il est citoyen, quand même il aurait été au service confédéré, et que le gouvernement soit tel qu'il lui fasse sentir qu'il est citoyen et non hors la loi.

Je veux aussi voir une administration économique et juste, en finir avec cette armée de parents et de fonctionnaires qui, sous le système actuel, dévastent le pays. Je ne veux plus de bâton en vigueur de la [illegible] des kuklux dans des états où il n'y a pas de kuklux. Je ne veux plus voir de baïonnettes employées dans l'intérêt des parents du président pour insulter les officiers de l'Etat et les ramener de leur position en violation de tout droit, de toute justice, de toute loi.

Arrêtons-nous un moment sur ce paragraphe. M. Warmoth se plaint de l'intervention des baïonnettes fédérales. N'est-ce pas le comble de l'ingratitude ? Il serait-il donc si ces baïonnettes ne l'avaient pas installé et soutenu au pouvoir depuis quatre ans et si, en janvier dernier, elles ne l'avaient pas protégé contre la fureur populaire ? A-t-il oublié avec tant de peine le peuple demandant le retrait des troupes en leur neutralité dans l'imbroglio législatif, il implorait, dans ces termes suppliants, l'aide du général Emory.

Maintenant que les baïonnettes fédérales ne doivent plus protéger les fraudes électorales auxquelles doit M. Warmoth à l'habitude et dans la pratique desquelles il est passé maître, il n'en veut plus. Mais, reprenons ce discours, si étrange dans une pareille bouche.

Je ne veux pas voir des [illegible] commettre d'actes illégaux ; je veux que la force du marché ; mais je veux une législature honnête et intelligente et un gouvernement qui exécute sa volonté ; et, soyez-en sûrs, ne pouvez obtenir ce résultat seulement avec le parti républicain, car il est tenu en défiance par le peuple pour des actes que ni vous ni moi ne pouvons approuver ou excuser. Je ne pense pas que cela puisse être compris par le parti démocrate seul. Mais il paraît que je m'engage également dans le sentier de vertu et de moralité politique ; mais, messieurs, je dis et je crois que les honnêtes gens des deux partis peuvent s'allier et s'unir en faisant un bout de chemin et réussir à affranchir le pays, l'Etat et la nation.

Pourquoi la masse du peuple est-elle [illegible] ? Parce que le parti républicain, qui avait promis *quatre années de gouvernement honnête dans cet Etat et dans la nation, telles que celles dont il a été témoin, et je crois que, si cela devait exister, nous les hommes gens deviendrions obligés de rendre leurs propriétés et de quitter le pays.*

Voilà le style de dire, comme dit M. Warmoth, que nous devons être alarmés parce que la démocratie peut se joindre à nous. Vous dites que je ne suis pas différent ; je ne sais pas. J'ouvre mes bras et je suis prêt à accueillir tout homme, démocrate ou républicain, qui voudra aider le mouvement. Il n'est impossible pas qu'il ait été amèrement hostile à moi en tant parti, s'il est en faveur d'un gouvernement honnête, d'hommes capables, intelligents et honêtes pour occuper les emplois, d'un gouvernement libre, d'une presse ouverte à tous et d'une lutte loyale.

N'est-ce pas admirable ? Ne dirait-on pas que Warmoth a été touché par la grâce divine comme saint Augustin, et que, de pêcheur endurci, il est devenu un apôtre zélé de la vérité, de l'incorruptibilité, de l'honnêteté et de... l'économie.

Si ce régime continue, les honnêtes gens seront obligés de vendre leurs propriétés et de quitter le pays." Mais c'est ce que nous ne cessons de dire, et nous avons été, pour cela, critiqués par le *Républicain*. Qui donc a encouragé cette assertion, après qu'elle est sortie de la bouche de son Excellence ?

Nous sommes donc d'accord avec M. Warmoth sur tous les points, sauf un seul. Il faut en finir avec ces fonctionnaires qui dévastent le pays, avec ces législateurs qui sont à vendre au plus offrant. Le seul point sur lequel nous différons, c'est que nous ne pensons pas que le moyen d'arriver à ce résultat, soit de nous jeter dans les bras que Warmoth tient tout grands ouverts,—non pour embrasser, mais pour étouffer la démocratie.

De ce qu'a dit M. Warmoth il résulte qu'il n'entend nullement se mettre à la remorque de la démocratie ; il s'en sert elle, entend qu'elle vienne à lui. Déjà il a fait savoir dans divers districts de la ville, par ses affidés, des clubs pour Greeley et Brown, afin de rallier la haute main dans la conduite de la campagne pour le cas où la démocratie se rallierait à ces candidatures.

Terminons par une remarque qui a son importance. A qui M. Warmoth a-t-il adressé le discours que nous venons de reproduire ? A ses censeurs et collecteurs d'Etat et autres fonctionnaires. Il compte sans doute sur leur désintéressement pour céder leurs places. Et—signe des temps—Conway seul a protesté. Il a peur que la prébende des écoles publiques ne lui soit pas conservée, et il n'est pas prêt à sacrifier ses émoluments sur le nouvel autel élevé par Warmoth.

Le rideau est levé et nous sommes à une singulière comédie. Quel sera le dénouement ? Au peuple de la Louisiane de répondre!

LOTERIE DE LA LOUISIANE.—Le grand tirage de cette loterie aura lieu demain, mardi du courant, à 11 heures du matin, au local de la Compagnie. Le lot capital est de $30,000 ; le nombre des billets est de 20,000 et le prix du billet est de $20 seulement. Le public est invité à assister au tirage. Souvenez-vous donc qui pourrait acheter un billet, puisque avec la chétive somme de $20 il peut se donner la chance de gagner la forte somme de $30,000 ? C'est donc là un argent bien placé. Ne vaut-il pas mieux le mettre là où on bénéficie énormément pour en réaliser que de le dépenser en plaisirs où on entreprises douteuses, s'offrant que de minimes chances de gain ou qu'un chiffre de gain complètement insignifiant ? La Loterie de la Louisiane a fait ses preuves, et les soussignés, de leur côté, ont toute confiance dans cette institution.

[illegible] ouvert à [illegible] rue de Canal, dans le [illegible]

L'ILLUSTRATION—MM. Hébert & Cie., en vous des rues de Chartres et Bienville ont reçu [illegible] du 27 avril.

Chronique locale de Mme. MANTRAND.

Il paraît que M. Charles Gayarré, qui était venu [illegible] à la Nouvelle-Orléans, n'est pas [illegible] de Mme. Mantrand, qui était [illegible] à la Nouvelle-Orléans, et qui est le [illegible] de [illegible] Mme. Mantrand [illegible] Mme. Mantrand [illegible] Mme. Mantrand